
Problèmes de l'emploi au Brésil

Jorge Mattoso *

Cet article concerne les changements économiques survenus au Brésil dans les années 90. Il analyse leurs effets sur la création d'emplois et sur l'action des organisations des travailleurs. Le Brésil, fortement urbanisé et industrialisé, dispose d'une économie complexe et intégrée, et connaît un marché du travail très hétérogène et inégal.

Une ouverture commerciale sans discernement, l'absence d'une politique d'insertion active capable d'orienter la production des industries affectées par la concurrence internationale, la surévaluation de la monnaie nationale et de hauts taux d'intérêts ont, d'une part, transformé la structure de l'économie brésilienne et réduit sa capacité à créer des emplois. D'autre part, ces changements ont fragilisé l'économie nationale face aux forts mouvements spéculatifs des marchés financiers mondiaux.

Ces transformations subies par l'économie brésilienne ont eu lieu dans une situation de fortes oscillations du rythme de l'activité économique. Dans les années 1990, lors de la récession des années 1990-92, l'emploi formel s'est réduit fortement. Néanmoins, contrairement à ce qui s'est passé dans les années 1980, après 1993, lors de la réactivation de l'économie, l'emploi formel est resté au même niveau et le taux de chômage a augmenté.

La reprise de l'activité économique a été amplifiée par l'augmentation de la consommation provoquée par la stabilisation des prix survenus lors du

* Jorge Eduardo Levi Mattoso est professeur à l'Institut d'Économie de l'UNICAMP – Université de Campinas et chercheur au CESIT – Centre d'Études Syndicales et d'Économie du Travail de l'UNICAMP, São Paulo, Brésil. Ancien Directeur du CESIT. Il est actuellement chercheur visitant à l'IRES, France, avec le soutien de la FAPESP – Fondation de soutien à la recherche scientifique de l'état de São Paulo. Cet article a été écrit en août 1997 pour une discussion au sein du Groupe Emploi de l'IRES – Institut de Recherches Économiques et Sociales. (Email: jmattoso@turing.unicamp.br)

Plan Réal (juillet 1994), qui a élevé le pouvoir d'achat des salaires les moins protégés de l'inflation, et par la recomposition du crédit. Cette augmentation de la consommation a stimulé la production et les importations. Cependant, ce processus n'a pas eu de continuité, d'une part parce que le gouvernement a réduit l'activité économique pour essayer d'éviter l'augmentation sans contrôle du déficit des comptes courants de la balance des paiements, d'autre part parce que le taux de formation brut du capital fixe se poursuit à des niveaux insuffisants.

Par contre, les importations ont désintégré diverses chaînes productives qui ont perdu la capacité de générer des emplois et de la valeur ajoutée. Ainsi, les restrictions au rythme de l'activité économique dues aux déficits croissants des balances commerciale et courante, ainsi que la désintégration de la structure de la production ont eu pour résultat, non seulement une faible création d'emplois dans l'industrie, mais aussi l'affaiblissement de sa capacité d'entraînement sur l'ensemble de l'économie nationale, sans qu'aucun des autres secteurs d'activité économique ne puissent la remplacer.

Les performances des années 80

Le développement rapide de l'économie brésilienne de l'après-guerre jusqu'à la fin des années 70 (7 % en moyenne annuelle sur cette période)¹, a considérablement augmenté les offres d'emploi, assurant une croissance de l'emploi au rythme de l'accroissement rapide de la population urbaine active (plus de 5 % en moyenne annuelle dans les années 70). Cependant, la croissance rapide de la population et le dynamisme économique des métropoles se sont accompagnés d'une concentration accrue des revenus, du renforcement de la tendance à l'extension de la pauvreté et de l'hétérogénéisation du marché du travail.

La forte croissance de l'économie nationale n'a pas été suffisante pour permettre à la majorité des travailleurs de bénéficier d'une augmentation substantielle du pouvoir d'achat des salaires, même quand ils ont eu accès à des emplois avec un niveau de productivité élevé. De ce point de vue, notre développement a souffert des arrangements politiques et institutionnels sur lesquels s'est appuyé l'État brésilien, qui n'a jamais envisagé sérieusement de favoriser les conditions pour que le progrès du pays s'oriente vers la satisfaction des besoins élémentaires de l'ensemble de la population. Soulignons en particulier la répression politique et syndicale des gouvernements autoritaires qui se sont succédé après le coup d'état militaire de 1964.

1. Rappelons que cette croissance a été plus forte que celle de la plupart des autres pays (développés ou non) et a permis que le PIB soit doublé tous les dix ans et décuplé entre 1945 et 1980. Dans ce cadre, l'économie brésilienne a achevé le processus de substitution des importations, consolidé l'industrie comme axe dynamique de l'économie et est arrivée à la huitième place des économies industrielles du monde en 1980.

Néanmoins, dès la fin des années 1970, le pays a enregistré l'essor de forts mouvements sociaux et syndicaux qui prônaient la démocratisation de l'économie et de la société. Le Brésil a été un des rares pays au monde où les organisations de travailleurs se sont fortement développées pendant les années 1980. A partir de cette période, cependant, le pays a été secoué par la crise de la dette externe. La politique économique était axée vers la recherche d'un surplus de la balance commerciale pour payer le service de la dette externe. Les mesures d'incitation à l'exportation n'ont pas été suffisantes et le rythme de l'activité économique a été ralenti par des mesures restrictives. Le solde positif de la balance commerciale a été obtenu grâce à la stagnation économique, une inflation élevée et une dégradation des comptes publics.

La crise de l'économie et de l'État a empêché que le retour de la démocratie, le renforcement des formes d'organisation sociale et les pratiques nouvelles des organisations de travailleurs aient des répercussions positives sur les conditions de vie et de travail. En tout état de cause, et contrairement à d'autres pays de l'Amérique latine, la structure de la production a été essentiellement préservée, même si pendant toute cette décennie le taux d'investissement est resté bas.

Les conditions générales du marché du travail urbain ont commencé à se détériorer à cause de la croissance relativement lente de l'emploi formel, de l'augmentation du nombre des travailleurs indépendants et des salariés sans contrat de travail légal. A cet ensemble de facteurs s'ajoute la réduction significative du niveau des salaires. Est apparu alors, de façon inédite dans l'histoire économique et sociale récente du Brésil, le phénomène du *chômage ouvert*². Cependant, il s'agissait encore d'un chômage lié, dans une large mesure, aux fluctuations de l'activité productive.

Tableau 1
Structure des opportunités d'occupations (emplois) non agricoles en 1989

Catégorie occupationnelle	Personnes occupées (%) ¹
Salariés d'établissements	
de plus de 1 000 employés	16,3 %
de 100 à 1 000 employés	13,5 %
de 10 à 100 employés	17,7 %
Salariés sans contrat	27,0 %
Travailleurs indépendants	19,1 %
Travailleurs sans salaire	2,1 %
Employeurs	4,3 %
Total occupation (emplois) non agricoles	100 %

Source : PNAD, IBGE 1989 et RAIS, Mtb 1989.

1. Données du PNAD corrigées en fonction de la croissance de la population entre les recensements démographiques de 1980 et 1991.

2. Pour la définition de ce terme, voir note 10 ci-après.

L'insuffisante création d'emplois dans le secteur urbain à la fin des années 1980 se reflète dans la faible part des emplois dans les grandes organisations publiques et privées (16,3 %), dans la part grandissante des emplois informels (27,0 %) et des travailleurs indépendants (19,1 %) dans le chiffre total de création d'emplois non agricoles.

L'emploi formel, après avoir connu une forte croissance entre les années 1950 et 1970, a connu un rythme de croissance ralenti par la stagnation de l'économie brésilienne durant les années 1980. Au début des années 1990, le marché du travail national, déjà marqué par des conditions structurelles de forte hétérogénéité (avec un éventail salarial très ouvert, des niveaux de rotation élevés et de bas salaires), s'est détérioré encore plus avec une augmentation du chômage provoquée par une modification importante de la structure productive, la faible dynamique de création d'emplois formels et la précarité croissante des conditions et des relations de travail³.

Les problèmes récents de l'emploi national

Les changements au sein de la structure productive et du marché du travail brésiliens ont été considérés comme inévitables, dans la plupart des diagnostics des experts gouvernementaux. Ils pensent que l'actuelle orientation macro-économique est la seule possible et qu'elle est indispensable à l'insertion immédiate et pleine du pays dans une économie internationale qui connaît une mondialisation croissante.

Cette position ne tient pas compte de l'instabilité de la situation internationale actuelle. Elle suppose implicitement que tous les pays réagissent de façon analogue en étant partie prenante ouvertement et passivement du processus de globalisation. Une telle position tend à libérer l'État de sa responsabilité dans la défense de la production et de l'emploi national, à mépriser les effets à long terme des ruptures en cours des structures de production et du marché du travail, et à vulnérabiliser l'économie nationale en la rendant plus dépendante des marchés financiers et de leurs mouvements spéculatifs. Enfin, ignorant que le marché du travail brésilien est déjà un des plus flexibles du monde (mobilité accentuée, bas salaires et large éventail de la grille salariale), cette position cherche de nouvelles formes qui amortiraient les effets des modifications macro-économiques sur le niveau de l'emploi, à travers des arrangements légaux et institutionnels qui régissent les transactions et les relations de travail. Ce n'est pas par hasard que les initiatives du gouvernement fédéral brésilien vont dans le sens d'une plus grande flexibilité et d'une dérégulation du marché du travail national, avec le développe-

3. A ce propos voir différents articles in Barbosa de Oliveira, C.A. et Mattoso, J.E.L. (Orgs.) *Crise e trabalho no Brasil : Modernidade ou Volta ao Passado ?*, Ed. Scritta, SP, 1996.

ment des contrats temporaires et la réduction du coût du travail, déjà assez faible.

Au Brésil, la reprise à partir des années 1990 des politiques d'insertion passive et de subordination aux recettes d'ajustements proposées par les pays avancés et les organismes internationaux, a porté préjudice à la recherche d'un projet de développement national plus intégré et tourné vers la consolidation d'un marché interne plus large qui incorpore des fractions croissantes de sa nombreuse population.

En l'absence d'un projet national, l'ouverture économique brésilienne s'est faite sans discernement et est dépourvue d'une quelconque politique d'insertion active et de protection de la production et de l'emploi, soit à travers des politiques sectorielles (industrie, agriculture, commerce extérieur), soit à travers des mécanismes démocratiques de négociation. Dans ce contexte, depuis leur installation, les « chambres sectorielles »⁴ sont confrontées à une forte opposition de la part de secteurs du gouvernement (surtout du secteur économique) et des fractions les plus conservatrices de la société. Pour ces secteurs, en accord en cela avec la critique dominante de « politisation des relations économiques », la rupture avec le passé d'une économie assez fermée se ferait à travers l'action individuelle et la lutte entre concurrents et non par la coordination démocratique des décisions, surtout parce que « les organisations d'intérêts professionnelles seraient peu soucieuses des intérêts généraux ». C'est ainsi que les politiques sectorielles devraient être abandonnées au profit de politiques horizontales ainsi que d'une intensification et d'une dérégulation de la concurrence. En contrepartie, cette dernière se manifesterait de façon dominante dans et entre les entreprises et serait régulée exclusivement à travers le marché.

Ce n'est pas par hasard que toutes les propositions visant à démocratiser le système de relations de travail ont été peu à peu écartées, de même que les organismes publics à participation paritaire des travailleurs et des chefs d'entreprise. La constitution d'un système démocratique de relations de travail mettrait en lumière non seulement la concrétisation du contrat collectif au niveau de l'entreprise, mais aussi son articulation avec les niveaux secto-

4. Dès le milieu des années 1980 des discussions ont eu lieu entre travailleurs, entrepreneurs et gouvernement pour essayer de créer un mécanisme de négociation des politiques économiques. Néanmoins, c'est seulement à partir de la fin de 1991, après deux années de forte récession économique et avant la chute du gouvernement Collor, que les organisations de travailleurs et d'entrepreneurs de la chaîne productive de l'industrie automobile ont eu des négociations entre eux et avec le gouvernement pour proposer des politiques industrielles de relance pour le secteur. Ce mécanisme de négociation tripartite a été appelé « chambre sectorielle ». L'accord obtenu au début de 1992 et la réussite de cette initiative a rendu possible son extension à d'autres secteurs de l'activité économique. On s'est mis à évoquer la nécessité d'une grande « chambre » pour permettre la consolidation d'une politique industrielle pour l'ensemble du pays. Avant que ces différents espaces de négociations puissent se coordonner, le gouvernement a décidé de se retirer des négociations en critiquant le corporatisme et le populisme des « chambres sectorielles ».

riels et le niveau national et donc l'indispensable reconnaissance de l'organisation des travailleurs sur les lieux du travail.

Pour les avocats du marché auto-régulé, une utilisation plus grande des instruments de politiques publiques, avec la participation paritaire des agents sociaux concernés, serait inadmissible dans la mesure où ces derniers tendraient à constituer un forum de négociation et de pression démocratique.

Les politiques commencées au début des années 1990 ont été poursuivies, en l'absence d'accords sectoriels ou nationaux, et en s'inspirant d'une politique de stabilisation monétaire : un change très valorisé et des taux d'intérêt parmi les plus élevés du monde, propres à élargir le piège d'une croissance médiocre.

De fait, à partir de 1990, on a utilisé l'ouverture extérieure conjuguée à une forte restriction de l'activité économique pour contenir l'inflation et provoquer de force un ajustement de l'économie. A partir de 1994, se sont surajoutés une survalorisation du change et des taux d'intérêt élevés⁵. Le résultat en est une restriction du potentiel de croissance de l'économie nationale qui, du fait de contraintes externes, doit se maintenir à des niveaux inférieurs à ses possibilités et aux besoins nationaux.

Une partie des conséquences d'un tel comportement se repère par les faibles niveaux du taux brut d'investissement. En 1996, après 4 années de reprise de l'activité économique, il atteignait seulement 16,0 % du PIB, soit un niveau inférieur à celui de l'année 1989⁶.

Même l'accroissement de l'investissement direct en provenance de l'étranger, ces dernières années, a eu peu d'incidence sur le taux d'investissement par rapport au PIB ; soit parce qu'une partie importante était destinée à l'achat d'actifs préexistants (par voie de privatisations ou d'achat d'entreprises), soit parce que les quantités étaient encore faibles face aux besoins en investissement public et privé.

Cette combinaison de politiques a provoqué une augmentation sans précédent des importations dès 1993. Celles-ci sont passées d'un peu plus d'US\$ 25 milliards en 1993 à près d'US\$ 50 milliards en 1995 (presque 100 % en deux ans). Après 1995, le solde commercial est devenu déficitaire et, en 1996, le déficit des transactions courantes (balance commerciale, balance des services et transferts unilatéraux) a atteint US\$ 24,3 milliards, c'est-à-dire, près de 3,3 % du PIB. Celui prévu pour 1997 dépasse de loin les

5. Le déphasage du change serait en décembre 1996 de l'ordre de 25 % et 40 %, suivant les auteurs, les indices de prix utilisés et selon l'année de base. Le gouvernement a essayé d'entamer un lent mouvement de dévalorisation du change et de baisse des taux d'intérêts à partir du premier semestre de 1997. Cependant, ce mouvement semble très lent. Le déficit commercial continue de s'accroître et les taux d'intérêts restent parmi les plus élevés du monde. Il fait face avec retard aux bouleversements croissants des marchés financiers, et ne prend pas en compte l'intense valorisation du dollar par rapport aux autres monnaies.

6. Pendant la plupart des années de forte croissance (1968-1980) le taux d'investissement était beaucoup plus élevé, aux environs de 24 % du PIB.

Tableau 2
Brésil - Taux d'investissement et commerce extérieur, 1989-1997

	Taux d'investissement (% du PIB)	Exportations (US\$ milliards)	Importations (US\$ milliards)	Solde commercial (US\$ milliards)
1989	16,7	34,4	18,3	16,1
1990	15,5	31,4	20,7	10,7
1991	14,6	31,6	21,0	10,6
1992	13,6	35,8	20,6	15,2
1993	14,0	38,6	25,5	13,1
1994	15,0	43,6	33,6	10,0
1995	15,4	46,5	49,7	-3,2
1996	16,0	47,7	53,3	-5,5
1997	16,4	30,0	35,6	-5,5

Source : Indicateurs IESP, n° 54, août 1996, Banque Centrale et IBGE

* Taux d'investissement = premier semestre 1997 ; commerce extérieur = janvier à juillet 1997

résultats de 1996, à la fois parce que les prévisions du déficit commercial pour 1997 atteignent presque US\$ 10 milliards, et parce que se poursuit la détérioration des comptes de services et de transferts unilatéraux.

Au delà de l'instabilité macro-économique créée par une telle situation, qui fragilise encore plus l'économie nationale face aux sursauts croissants des marchés financiers, cette invasion de produits importés provoque la réduction de l'emploi et de la valeur ajoutée par unité dans les chaînes industrielles principales et les plus complexes (automobile et électroménager)⁷. Elle provoque aussi une véritable substitution de pans entiers de la production locale par des biens importés (textile, habillement, chaussures, aliments industriels et machines et équipements), ainsi que la suppression de la production dans certaines branches de la chimie et de la pétrochimie, de composants et de biens d'équipements⁸.

En 1996, les exportations ont progressé encore moins : près de 2,6 %, contre 6,6 % en 1995. Dans un monde où le commerce a progressé à des taux plus élevés que l'expansion économique, le Brésil a perdu sa place dans le commerce mondial. Il a reculé dans le commerce de grande valeur ajoutée, en exportant moins de produits manufacturés et en élargissant significativement sa participation dans l'importation de marchandises. A l'inverse des effets de ces politiques dans des pays comme le Brésil, le sous-secrétaire au Trésor des Etats-Unis reconnaissait que, grâce aux programmes

7. En 1995, les importations de l'industrie automobile ont progressé de 77 %, tandis que les exportations ont eu un comportement négatif (-8,7 %), avec un déficit de 2,21 milliards de dollars. Cette même année, la production a augmenté de 3 % et l'emploi a fléchi de -2,3 %.

8. L'industrie des biens d'équipements a connu une chute de pas moins de 14,8 % en 1996.

d'ajustement encouragés et financés par le FMI et la BIRD, rien que ces marchés réajustés furent responsables d'une augmentation annuelle des exportations nord-américaines de 11,8 %, et de la création dans la récente période de plus de 850 000 emplois aux Etats-Unis⁹.

La dimension de l'économie brésilienne, mesurée par le produit intérieur brut, a oscillé suivant la fluctuation du volume de la production du secteur industriel. Le produit global a diminué de 5 points (en pourcentage) entre 1989 et 1992 du fait d'une chute du produit industriel de 13 %. A partir de 1993, il est remonté grâce à la reprise de l'activité industrielle, atteignant en 1996 12,6 % de plus qu'en 1989. Cette évolution est surtout due à une plus grande production agro-industrielle, et à l'augmentation des prestations de services. Mais elle doit composer avec une évolution beaucoup plus lente du volume global de la production du secteur industriel.

Tableau 3
Brésil - Indicateurs de l'activité économique, 1989-1996

Année	Agriculture	Services	Industrie	PIB	PIB per capita
1989	100,0 -	100,0 -	100,0 -	100,0 -	100,0
1990	96,3 -3,7	99,2 -0,8	91,8 -8,2	95,7 -4,3	94,1
1991	99,0 2,8	100,8 1,6	90,1 -1,8	96,0 0,3	92,9
1992	104,3 5,4	100,8 0,0	86,7 -3,8	95,2 -0,8	90,7
1993	103,3 -1,0	104,3 3,5	92,7 6,9	99,2 4,2	93,1
1994	111,7 8,1	108,6 4,1	99,1 6,9	104,2 5,8	97,1
1995	118,3 5,9	114,8 5,7	101,1 2,0	109,3 4,2	99,8
1996	122,2 3,1	118,7 3,4	103,2 2,5	112,6 3,0	101,3

Source : Banque Centrale du Brésil en IBGE.

Néanmoins, la différence entre ces niveaux du Produit Intérieur Brut a correspondu exactement à l'augmentation de la population intervenue entre 1989 et 1995, de sorte que le produit par habitant est resté pratiquement le même. Il n'y a qu'en 1996 que le PIB par habitant exprime une légère amélioration par rapport à 1989.

9. *Wall Street Journal* cité par FSP, 15/10/95, p. 2.

En 1996, la production manufacturée globale est revenue au niveau atteint en 1989, après avoir diminué de 15 % entre 1989 et 1992, comme le tableau qui suit permet de le vérifier. La composition de la production manufacturée, par type d'utilisation de produits, s'est cependant modifiée significativement. On peut souligner l'intensité de l'augmentation de la production de biens durables de consommation qui, après 1992, a atteint un rythme annuel de 16,6 %. Ce rythme de croissance est uniquement comparable à l'intensité vérifiée à la fin des années 60 et au début des années 70, les soi-disant « années du miracle brésilien ».

Les productions de biens intermédiaires, de biens de capital et de biens non durables de consommation, ont augmenté beaucoup plus lentement. En 1995 elles ont à peine dépassé le niveau atteint avant la récession de 1990-1992. En 1996, la production de biens de capital est à nouveau tombée radicalement, atteignant le niveau du début de la décennie.

L'augmentation intense de ventes de biens durables de consommation, sur le marché domestique, fait partie du début d'une profonde restructuration de la production, qui a permis d'actualiser un marché qui était stagnant tout au long des années 1980. La production finale de ces biens durables a été rationalisée, le réseau de fournisseurs réorganisé, et des composants plus chers et sophistiqués ont été importés. En conséquence, la qualité des produits a été améliorée et leurs prix relatifs ont diminué.

Tableau 4
Brésil - Indices de la production industrielle, 1989-1996

Année	Production industrielle	Biens de capitaux	Biens intermédiaires	Consommation durable	Consommation non durable
1989	100,0 -	100,0 -	100,0 -	100,0 -	100,0
1990	91,1 -8,9	84,5 -15,5	91,3 -8,7	94,2 -5,8	94,8 -5,2
1991	88,7 -2,6	83,4 -1,3	89,3 -2,2	98,6 4,7	96,5 1,8
1992	85,4 -3,7	77,6 -6,9	87,2 -2,4	85,8 -13,0	92,0 -3,8
1993	91,8 7,5	085,0 9,5	92,0 5,5	110,7 29,1	99,0 6,6
1994	99,0 7,8	100,9 18,7	98,0 6,5	127,5 15,1	100,9 2,0
1995	100,4 1,5	101,3 0,4	98,3 0,3	142,8 12,0	105,0 4,1
1996	101,5 1,1	86,3 -14,8	100,5 2,2	157,6 10,3	107,8 2,7

Source : Banque Centrale du Brésil en IBGE.

Ce n'était pas la première fois que la réactivation de l'économie se faisait sur la base des biens durables de consommation. Cependant, la reprise de l'activité économique entre 1993 et 1996 a des particularités qui la différencient de celle constatée entre 1968 et 1970, laquelle était également basée sur une intense augmentation des ventes de biens durables de consommation. Lors de la reprise de la première moitié des années 1990, les effets intra-industriels de l'augmentation de la production de biens durables de consommation ont été moindres que ceux de la reprise de la fin des années 1960, comme le soulignent aussi bien les forts effets sur l'importations des biens intermédiaires, que les augmentations moins significatives de l'emploi et de la valeur ajoutée du secteur industriel dans son ensemble. Ainsi, par les importations de composants, les effets dynamiques de l'importante augmentation des ventes de biens durables de consommation se sont dirigées vers l'extérieur.

Le faible dynamisme intra-industriel de l'augmentation des ventes de biens durables de consommation s'est reflété dans la génération limitée d'emplois formels, aussi bien dans l'industrie de transformation que dans d'autres secteurs d'activité. Dans l'ensemble de l'industrie de transformation, l'emploi formel, qui avait diminué de 15 % pendant la récession, n'a pratiquement pas augmenté avec l'augmentation de la production industrielle globale de 1994 à 1996.

Tableau 5
Brésil - Evolution de l'emploi formel, 1989-1996

Année	Total	Industrie	B.T.P.	Commerce	Finances	Immobilier	Transport et communication	Hôtellerie, alimentation et divers	Santé	Education	Administration publique
1989	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1990	99,7	97,8	97,0	101,8	96,9	98,9	100,6	102,2	102,2	106,3	100,2
1991	96,1	91,3	91,0	97,6	89,1	95,3	98,4	102,7	104,2	110,4	100,4
1992	93,5	86,5	90,3	93,1	85,0	93,4	97,0	102,1	105,2	110,9	101,1
1993	93,1	85,8	86,3	93,9	83,1	92,1	96,4	103,4	108,3	112,3	100,6
1994	93,7	85,8	85,2	95,5	80,8	92,7	95,3	106,4	111,0	115,3	100,5
1995	93,6	85,5	82,7	96,8	74,7	92,0	95,7	109,3	113,0	118,8	100,4
1996	94,4	83,2	81,4	96,3	68,9	90,2	94,7	111,3	114,2	120,9	99,9

Source : Ministère du Travail, Loi 4923.

L'emploi formel a également diminué dans la construction civile et dans les institutions financières. Il a diminué de façon moindre dans le commerce, les services techniques et d'appui à l'activité économique, dans les transports et les communications. En réalité, au début des années 1990, l'emploi formel n'a augmenté que dans l'éducation, la santé et dans un ensemble hétérogène de services urbains, incluant le logement, l'alimentation, les réparations, la manutention, les divertissements et les services personnels. Le résultat global a été un niveau d'emploi formel, qui en 1995 était presque inférieur de 7 % à celui de 1989.

Cette faible génération d'emplois, malgré l'augmentation de la production industrielle, est la conséquence de transformations qui ont brisé des maillons de la chaîne productive, en augmentant les importations de biens intermédiaires et la productivité.

Des données récentes, d'origine gouvernementale, soulignent la forte croissance de la productivité dans la période la plus récente (45 % entre 1990 et 1995). Cependant, ces données ont pour base la production physique et non pas la valeur ajoutée et on connaît les limites que des informations basées sur la production physique peuvent apporter à la notion de productivité.

Outre les problèmes généraux d'une telle définition appliquée à une production complexe de biens hétérogènes, aujourd'hui la productivité est claire-

Tableau 6
Brésil - Taux de participation, chômage et emploi, selon la position sur le marché du travail et la contribution aux organismes sociaux, 1989-1995 *

	1989	1990	1992	1993	1995
TP- Taux de participation	56,7	56,7	58,1	57,7	57,9
TD- Taux de chômage	3,0	3,7	6,9	6,6	6,4
TO- Total	97,0	96,3	93,1	93,4	93,6
TO- Salariés	64,0	62,3	58,4	58,9	58,2
TO- Indépendants	21,2	21,9	21,5	21,5	22,4
TO- Employeurs	4,2	4,4	3,6	3,5	3,9
TO- Non rémunérés et non déclarés	7,6	7,7	9,5	9,5	9,0
TO- Cotisants	49,0	48,2	42,9	42,5	42,6
TO- Non cotisants	47,9	48,1	50,1	50,9	51,0

Source : IBGE, PNAD, sur plusieurs années.

* a) Incluant la population rurale de la Région Nord ; b) PEA de 1992, 1993 et 1995 en excluant les personnes occupées dans l'autoconsommation et non rémunérées avec moins de quinze heures hebdomadaires de travail ; c) TP = PEA/PIA, TC = population inemployée / PEA, TO = population occupée / PEA.

ment surestimée. Cela provient des effets de la sous-traitance de parcelles de l'activité productive et de la force de travail ainsi que de la croissance du contenu importé dans la fabrication de biens finaux, du fait de transformations structurelles imposées par les politiques adoptées ces dernières années. En questionnant les méthodologies utilisées et en adoptant une autre forme de calcul, avec une proxy de l'évolution de la valeur ajoutée, on parvient à des résultats qui montrent une croissance presque médiocre de la productivité.

La population active, cependant, a continué à augmenter, de sorte que les problèmes du manque d'emploi et de la précarisation des conditions et des relations de travail se sont aggravés comme le manifeste l'accroissement du nombre de travailleurs non déclarés, de travailleurs indépendants, et/ou de travailleurs qui ne cotisent pas auprès des organismes sociaux.

L'emploi formel, qui en 1989 concernait 47,5 % de l'emploi non agricole total, vu son moindre niveau absolu, ne doit pas représenter aujourd'hui beaucoup plus de 40 % des opportunités d'emploi urbain. La réduction de l'emploi formel n'a pas été plus forte, à cause de l'augmentation de l'emploi public, surtout dans les Etats (départements) et les mairies. Ce double mouvement (diminution de l'emploi formel privé et augmentation de l'emploi public) a transformé l'emploi public en source principale d'emplois formels, capable de supplanter l'ensemble de l'industrie de transformation et arrivant à presque un quart des emplois formels.

De plus, le chômage, ouvert et masqué, a augmenté.

Le taux de chômage de la région métropolitaine de São Paulo¹⁰, la principale agglomération urbaine et industrielle du pays, illustre l'impact de la perte de capacité à générer des emplois formels.

Pendant la période de récession, le taux de chômage à São Paulo est passé de 8,7 % à 15,2 %, et, lors de la reprise, le taux de chômage n'est pas revenu au niveau antérieur à la récession.

Le taux de chômage est resté à 13,2 % en 1995, et quand le gouvernement a restreint l'activité économique au milieu de cette année-là, le taux de

10. Les définitions du chômage de l'Enquête sur l'emploi et le chômage (enquête domiciliaire mensuelle) de la Fondation SEADE (Organisme d'études et de statistiques lié au gouvernement de l'état de São Paulo) et du DIEESE (Organisme d'études et de statistiques du mouvement syndical brésilien) sont plus larges que celles du gouvernement fédéral, qui sont dues à l'IBGE. De manière à mieux prendre en compte un marché du travail très hétérogène ainsi que l'absence d'un système articulé d'intermédiation de la main d'œuvre, ces définitions du chômage sont comme suit : *chômage ouvert* - personnes en âge de travailler qui ont effectivement cherché du travail durant les 30 derniers jours et n'ont pas travaillé les 7 derniers jours ; *chômage déguisé ou masqué par le travail précaire* - personnes en âge de travailler qui ont eu un travail rémunéré de façon irrégulière, ou personnes qui effectuent un travail familial non rémunéré et qui ont cherché du travail dans les 30 derniers jours ou, si elles n'en ont pas recherché dans cette période, l'ont fait jusqu'à 12 mois avant ; *chômage déguisé ou masqué par le découragement* - personnes en âge de travailler qui non pas de travail et n'ont pas cherché dans les 30 derniers jours, par découragement du marché du travail mais qui ont cherché du travail dans les 12 derniers mois.

Tableau 7
Taux de chômage total, ouvert et déguisé ou masqué - région
métropolitaine de São Paulo

	1991	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997*
Tx. Chômage total	8,7	10,3	11,7	15,2	14,6	14,2	13,2	15,1	15,9
Tx. Chômage ouvert	6,5	7,4	7,9	9,2	8,6	8,9	9,0	10,0	10,2
Tx. Chômage masqué	2,2	2,9	3,8	6,0	6,0	5,3	4,2	5,1	5,7
Tx. Chômage masqué p/ le travail précaire	1,5	2,0	2,9	4,6	4,7	4,0	3,3	3,8	4,0
Tx. Chômage masqué p/ le découragement	0,7	0,9	0,9	1,4	1,3	1,3	0,9	1,3	1,7

Source : Fondation SEADE et DIEESE, Enquête sur l'emploi et le chômage.

* Août de 1997

chômage a augmenté rapidement pour se trouver aujourd'hui au niveau maximal de la décennie.

L'augmentation du chômage n'a pas été plus grande parce que les activités dites informelles (petits boulots, travailleurs sans contrats, activités familiales sans rémunération, emploi domestique, etc.) ont augmenté très fortement durant les années 1990, surtout dans les services.

Son développement a été favorisé par une situation de stabilisation des prix effectuée par le biais de l'importation de produits devenus moins chers grâce à l'ouverture économique et à la valorisation de la monnaie nationale. Comme les services ont été moins exposés à la concurrence internationale, les augmentations de leurs prix relatifs ont contribué à l'élévation du pouvoir d'achat des activités non formelles.

Néanmoins, cette élévation a eu lieu *once and for all*, au moment initial de la stabilisation. Une fois la stabilisation « achevée », la convergence des prix des services au niveau général des prix amène l'évolution du pouvoir d'achat des activités non formelles à être de nouveau dépendantes du comportement général de l'économie brésilienne, dirigée par la dynamique des activités formelles.

L'expansion du chômage, la faible création d'emplois formels et l'augmentation des activités informelles caractérisent une situation d'intense précarisation du marché du travail, avec une réduction de la participation des salariés dans la population économiquement active.

L'inégalité des revenus des actifs occupés s'est réduite en 1995 à cause de la stabilité monétaire. Néanmoins, l'objectif de redistribution ne faisant pas partie intégrante de la formulation du Plan Réal la concentration des revenus revient rapidement à la situation antérieure.

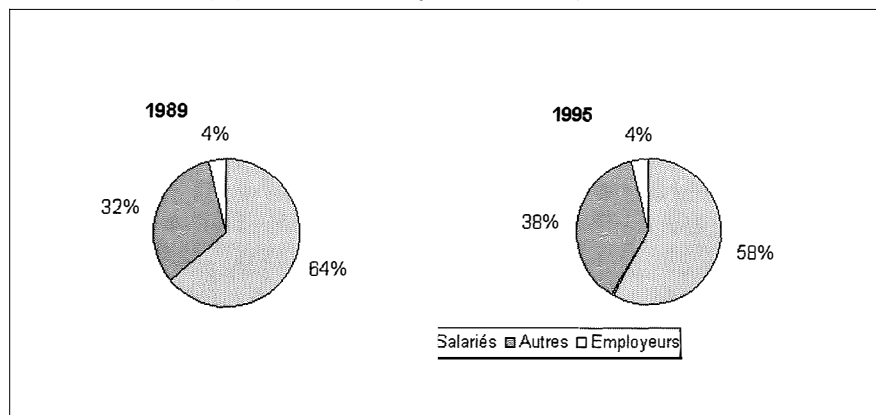
Crise de l'emploi et syndicats

Dans une situation de ce type, on ne peut être surpris par les changements très fort intervenus dans la situation des travailleurs, comme dans leurs comportements et ceux de leurs organisations syndicales au cours des années 90.

Pendant la décennie antérieure, le mouvement syndical brésilien s'était libéré des limites imposées par la répression du régime militaire. Il était parvenu à des niveaux croissants d'action et d'organisation nationale : augmentation du taux de syndicalisation, nouveaux mouvements de grève, nouvelles formes de négociation avec les entrepreneurs. Il était parvenu à s'assurer une participation croissante et inédite sur les scènes économique, politique et sociale du pays.

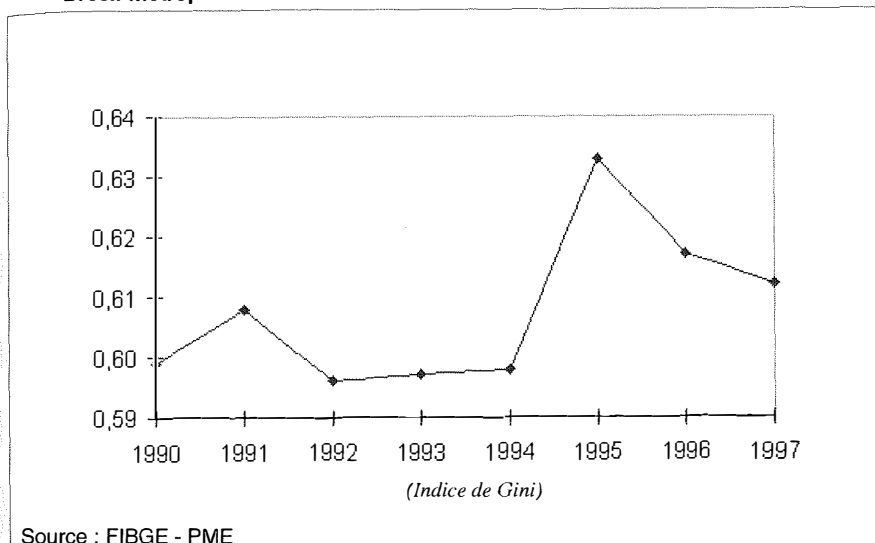
Cependant, on observe depuis lors que « la non consécration d'une liberté syndicale effective, la restriction conséquente de l'autonomie, l'absence de mécanismes efficaces de correction des actions antisyndicales et l'absence de représentation sur le lieu de travail affaiblissent de façon décisive le niveau organisationnel syndical. De même, le contrat individuel classique de travail continue à conférer à l'entreprise un très grand degré d'autonomie en ce qui concerne la détermination du salaire nominal. Une telle situation confère au pays la particularité d'une économie qui, même industrialisée, ne possède pas un système de relations de travail qui rende possible, grâce à la négociation collective, l'apparition d'instruments normatifs de régulation du travail »¹¹.

Graphique 1
Brésil - Evolution de la participation des salariés dans
la population économiquement active (1959 à 1995)



11. « Introduction » dans Barbosa de Oliveira et autres (1994), *O Mundo do Trabalho*, Scritta, São Paulo. Pour un bilan du marché de travail, de l'action syndicale et des relations de travail dans les années 80, voir les différents textes de cette collection.

Graphique 2
Brésil métropolitain : Evolution de la concentration des revenus, 1990-1997



Ainsi, au-delà du développement du processus de démocratisation des institutions nationales, de l'action syndicale des travailleurs et des changements légaux issus de l'Assemblée constituante en 1988, les syndicats ont continué à disposer d'une très faible représentation à l'intérieur des entreprises. Les centrales syndicales ne jouissent toujours pas d'une reconnaissance juridique en tant qu'organisation syndicale et le système de relations de travail conserve son caractère antidémocratique¹².

Les effets de l'ouverture commerciale sur l'économie et la société brésilienne, au départ avec une forte récession et des poussées hyper inflationnistes et ensuite avec une stabilisation et une survalorisation du change et des taux d'intérêts très élevés, ont été significatifs dès le début des années 90.

De sorte qu'aux limites de l'action syndicale signalée auparavant, s'ajoutent de profondes transformations dans les structures productives. La croissance économique est entravée par les limites de la politique économique elle-même, mais aussi par l'absence d'espaces de négociation sectoriels et nationaux, par l'augmentation du chômage, par la stagnation de la création d'emplois formels et enfin par le niveau élevé de précarisation des con-

12. Il faut rappeler que les relations de travail brésiliennes continuent à avoir comme référence les bases autoritaires des premières décennies de notre siècle, sans véritable liberté syndicale et de négociation collective. Le droit de grève est limité par d'importantes restrictions, et la liberté de licenciement est quasi sans entrave. Les conflits individuels, quant à eux, sont canalisés par la justice du travail. Cette dernière demande en moyenne cinq années pour résoudre un conflit individuel et, étant donné le pouvoir arbitraire de licenciement des employeurs, la plupart des travailleurs n'ont recours à elle qu'après être sortis de l'entreprise.

ditions de travail (accroissement du travail informel, progression du nombre de travailleurs non déclarés ainsi que du nombre de non-cotisants et de travailleurs indépendants).

Les syndicats et centrales syndicales, qui étaient prêts à soutenir des stratégies de proposition (avec comme point d'orgue les chambres sectorielles) sont entrés dans un évident mouvement défensif. Même si le nombre de grèves en 1996 a continué d'être élevé, celles-ci étaient plus dispersées et ne visaient pas la conquête de nouveaux droits. Elles étaient défensives, tentant à grand peine de maintenir des droits menacés par la déréglementation et par l'offensive patronale et gouvernementale¹³. Au premier trimestre de 1997 les grèves ont régressé de 35 % par rapport à la même période de l'année antérieure. Presque 50 % de ces mouvements étaient dus au non respect des lois et des négociations collectives¹⁴.

La sortie de ce mouvement défensif impose encore une fois aux organisations de travailleurs un important défi : elles doivent être capables de s'opposer aux politiques gouvernementales, tout en proposant des politiques alternatives et en constituant avec d'autres forces sociales un ample mouvement, capable de soutenir démocratiquement un nouveau projet national et régional.

13. *O Estado de São Paulo*, 12 janvier 1997, p. B-5.

14. In *Boletim CesiT*, N° 1, juillet 1997, CesiT – Centro de Estudos Sindicais e de Economia do Trabalho, Instituto de Economia, IE-UNICAMP, p. 5.